

UN DRAGON parmi LES IGUANES



Anthony Elson

Les relations économiques et financières de la Chine avec l'Amérique latine sont de plus en plus importantes pour la région

LORS d'une visite en Amérique latine en juillet 2014, le Président chinois Xi Jinping décrivait la relation entre son pays et la région comme «une communauté partageant une même destinée». Mais il semble que ce soit la Chine qui forge cette destinée.

À partir de l'ouverture économique qui a suivi l'entrée de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce en 2001, le pays a rapidement assumé un rôle de premier plan dans le commerce et les investissements directs étrangers mondiaux. La Chine est devenue en 2012 la plus grande nation commerçante du monde et, en 2013, elle s'est placée au deuxième rang des bénéficiaires d'investissements directs étrangers après les États-Unis et au troisième rang des investisseurs à l'étranger, derrière les États-Unis et le Japon.

Dans le cadre de l'énorme expansion de ses activités commerciales et de ses investissements depuis le début du siècle, la Chine a considérablement développé ses relations économiques et financières avec l'Amérique latine. Ce n'est pas un cas isolé : ces initiatives font partie de la stratégie générale de rayonnement de la Chine qui vise à établir des liens commerciaux et financiers avec diverses régions en dévelop-

pement du monde — l'Afrique, l'Asie centrale et sud-orientale en plus de l'Amérique latine.

L'importance de cette relation Sud-Sud plus étroite pour la Chine et le Brésil était aussi manifeste pendant la récente visite de Xi, lorsque les nouveaux accords de prêts de l'alliance des BRICS — Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud — ont été officialisés à Fortaleza.

Des liens plus étroits

Les échanges bilatéraux entre la Chine et l'Amérique latine ont connu une croissance exponentielle depuis le début des années 2000 — passant de 12 milliards de dollars en 2000 à 289 milliards de dollars en 2013 (voir le graphique). Outre qu'il y a eu un déséquilibre croissant entre les deux partenaires en faveur de la Chine au cours de cette période, le commerce bilatéral a aussi été asymétrique, car la Chine est un partenaire bien plus important pour l'Amérique latine que l'inverse. La Chine est désormais la deuxième source des importations de l'Amérique latine (après les États-Unis) et la troisième destination de ses exportations (après les États-Unis et l'Union européenne).

Les exportations de l'Amérique latine vers la Chine sont presque exclusivement des matières premières (hydrocarbures, cuivre, minerai de fer,

haricots de soja). La demande chinoise de ces produits est une des raisons de l'amélioration considérable des termes de l'échange dont l'Amérique latine a profité pendant les cinq années qui ont précédé la crise financière mondiale de 2008–09. Cette amélioration et l'augmentation concomitante des volumes d'exportations ont énormément stimulé la progression du PIB réel et des revenus de la région par rapport à la décennie précédente.

Les importations en provenance d'Amérique latine répondent à la forte demande chinoise de matières premières à l'appui du développement. Elles sont très concentrées et viennent principalement d'Argentine, du Brésil, du Chili, du Pérou et du Venezuela. La

Les investissements directs étrangers de la Chine sont très axés sur le développement de l'exploitation des ressources naturelles en Amérique latine.

Chine est devenue un des principaux débouchés commerciaux de ces pays. Cependant, les importations de matières premières et de biens intermédiaires de la Chine sont bien diversifiées. Elle se fournit aussi en Afrique, en Asie et en Amérique du Nord. L'exception est le cuivre, qui provient à 55 % d'Amérique latine (dont 30 % du Chili).

Les exportations de la Chine en Amérique latine sont en revanche essentiellement des produits manufacturés, selon le schéma historique du commerce croisé entre les pays du Nord et du Sud. Il y a cependant eu des exceptions à la règle, le principal exemple étant le récent achat par la Chine d'avions à réaction à la compagnie brésilienne Embraer.

Plus généralement, pourtant, les énormes obstacles administratifs ont entravé les exportations de produits manufacturés d'Amérique latine en Chine, de même que les coûts de transport élevés en comparaison des marchés de l'Hémisphère occidental. De plus, la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) a relevé en Argentine et au Brésil des indices possibles de dumping de produits manufacturés simples — acier, textiles et appareils ménagers — en provenance de Chine.

Prêts et investissements

Les liens financiers entre la Chine et l'Amérique latine se sont aussi considérablement développés depuis le milieu de la dernière décennie, bien que les prêts et investissements chinois aient été très inférieurs en valeur absolue aux importations venant de la région. Depuis 2005, le montant total des engagements de la China Development Bank et de la China Exim Bank en Amérique latine est proche de 100 milliards de dollars, d'après le centre d'études Inter-American Dialogue, basé à Washington.

En 2010, les prêts de la Chine équivalaient à peu près à l'ensemble de ceux de la Banque mondiale, de la Banque américaine de développement et de l'Export-Import Bank des États-Unis, mais ils ont diminué depuis lors. À la différence des crédits de ces organismes, les financements chinois sont allés pour la plupart à des pays tels que l'Argentine, l'Équateur et le Venezuela, qui n'avaient guère accès à d'autres sources de fonds publics ou privés.

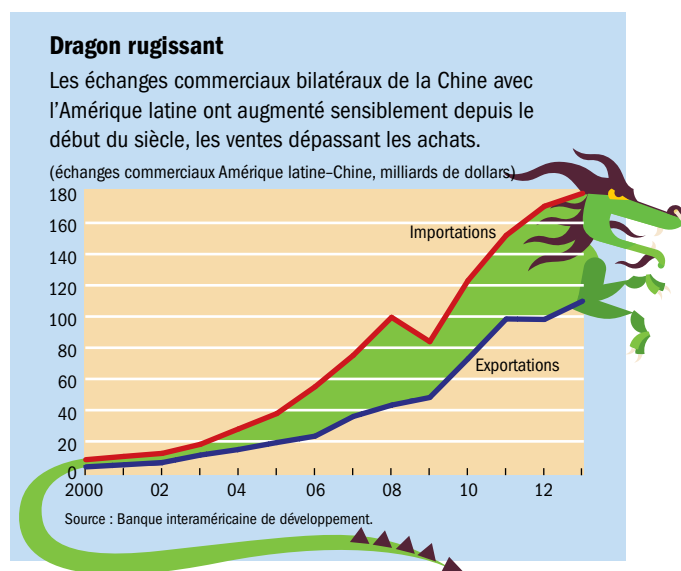
Le Venezuela, à l'origine de la moitié environ des emprunts de la région à la Chine, compte en rembourser une bonne partie en nature, grâce à ses exportations pétrolières. Les prêts chinois dans la région ne comportent guère ou pas de conditions et ont servi à financer des projets d'infrastructures variés.

Au cours de sa récente tournée en Amérique latine, M. Xi a annoncé la création d'une nouvelle facilité de prêt de 35 milliards de dollars pour le financement de projets d'infrastructures et de développement dans l'intérêt commun de la Chine et des pays bénéficiaires d'Amérique latine. Un nouveau forum conjoint de la Chine et de la Communauté des États latino-américains et caribéens (CELAC), également annoncé pendant la visite du Président chinois, administrera la plupart de ces fonds. Ce forum vise à promouvoir la coopération entre les deux partenaires sur un ensemble de dossiers qui ne se limitent pas aux relations économiques et financières.

Un important projet infrastructurel en cours de discussion entre la Chine, le Brésil et le Pérou est la construction d'une ligne de chemin de fer transcontinentale en Amérique du Sud, qui serait le premier projet régional de ce genre. Des pourparlers ont aussi eu lieu entre un investisseur privé chinois et le gouvernement du Nicaragua en vue de la percée d'un canal transocéanique.

Les investissements directs étrangers de la Chine sont calqués sur ses importations et très axés sur le développement de l'exploitation des ressources naturelles en Amérique latine (mines de cuivre et de minerai de fer, prospection des hydrocarbures, production de soja). L'Argentine, le Brésil et le Pérou ont été les plus gros bénéficiaires des investissements directs étrangers chinois, qui se sont chiffrés à environ 32 milliards de dollars en 2010–12. Les entreprises chinoises ont en particulier de nombreux projets (représentant 20 milliards de dollars) en attente au Pérou pour la mise en valeur des mines de cuivre. Ce chiffre est supérieur à la somme des investissements des entreprises américaines et canadiennes, qui étaient jusqu'ici prédominantes dans le secteur du cuivre péruvien.

Une part considérable des investissements directs étrangers chinois passe par les îles Vierges britanniques et les îles Caïmans, d'après les statistiques de la Commission des Nations Unies pour le commerce et le développement. Il est cependant impossible



d'identifier clairement la destination finale de ces fonds. Mis à part les flux qui transitent par ces places financières offshore, les investissements de la Chine représentaient seulement environ 5 à 6 % du total investi en Amérique latine ces dernières années, mais ce pourcentage devrait augmenter.

Pas que de bonnes nouvelles

Les relations économiques et financières de l'Amérique latine avec la Chine ont été très bénéfiques pour la région ces dernières années du fait de l'expansion des exportations et des entrées de capitaux. Mais elles pourraient avoir des effets négatifs à plus long terme.

Un des problèmes a trait à la «remarchandisation» des exportations sud-américaines. La part des matières premières a chuté d'environ 52 % au début des années 80 à 27 % vers la fin des années 90, mais est remontée à plus de 50 % juste avant la crise financière mondiale. La dépendance historique de l'Amérique latine à l'égard de ses exportations de matières premières a toujours été problématique, car elle pâtissait de la volatilité des termes de l'échange et de la perte de compétitivité de son secteur manufacturier due aux fluctuations des taux de change.

Le phénomène de la remarchandisation a été accentué en Amérique latine par la récente augmentation des importations de produits manufacturés chinois, qui concurrencent directement l'industrie manufacturière sur le marché intérieur et régional. Cela pourrait, par ricochet, atténuer la demande des produits de ses fournisseurs en amont (d'autres secteurs manufacturiers et non manufacturiers). La question du dumping évoquée plus haut ne fait que renforcer ces craintes. Vu la nature des exportations de la Chine en Amérique latine, il n'y a guère ou rien à attendre de leur contribution à la modernisation technologique de la production de la région.

La part de l'industrie manufacturière dans le PIB régional est tombée de 25 % en 1980 à 21 % en 2000, puis à 15 % en 2010, d'après les statistiques de la CEPALC. Dans le même temps, celle de l'industrie manufacturière de l'ASEAN et de la Chine a bondi à environ 40 % du PIB. D'après une étude récente, les exportations chinoises de produits manufacturés bon marché en Amérique latine et sur les marchés tiers ont considérablement amoindri la compétitivité de l'Amérique latine sur ces marchés, ce qui a beaucoup freiné l'expansion de sa base industrielle (Gallagher, Porzecanski, 2010).

Outre la concurrence des produits manufacturés chinois, l'Amérique latine pâtit de la récente dégradation des termes de l'échange et du tassement de la demande mondiale de ses matières premières, en partie lié au rééquilibrage de l'économie chinoise, au profit de la consommation et non plus de l'investissement (voir «Mutation à la chinoise» dans l'édition de juin 2014 de *F&D*). La région s'est du coup retrouvée face à la perspective d'une croissance nettement ralentie, d'après les prévisions du dernier rapport du FMI sur les perspectives de l'économie mondiale.

Face à ces vents contraires, la région renoue avec les problèmes de développement à long terme qui avaient entravé sa croissance avant qu'elle ne tisse des liens avec la Chine. Un des enjeux consiste à développer et moderniser les infrastructures de transport terrestre et naval et de production d'électricité, au-delà de ce que la Chine va financer. Ces dernières années ont été marquées en Amérique latine par un sous-investissement dans ce domaine (les investissements publics plafonnant à environ 2 % du PIB par an au

cours de la dernière décennie). C'est moitié moins que le rythme de dépenses annuelles des pays à forte croissance d'Asie orientale.

Un volet important du développement des infrastructures qui est devenu un facteur crucial pour la compétitivité à l'exportation est la qualité des services de facilitation des échanges du pays — formalités de dédouanement et de transit, réseau de communication, crédits commerciaux et processus d'enregistrement des nouvelles sociétés. Vu l'importance croissante que prennent les chaînes de valeurs mondiales dans le commerce international, ces services deviennent indispensables. L'Amérique du Sud n'est

Le rééquilibrage de l'économie chinoise devrait favoriser l'expansion des exportations manufacturières de la région.

guère présente dans les chaînes de valeur mondiales — bien moins que l'Asie orientale, par exemple. Cette dernière est réputée être l'«usine du monde», grâce au maillage serré des relations manufacturières transfrontalières qui est la base du dynamisme de ses exportations et dans lequel la Chine occupe une place majeure.

Autre élément essentiel pour le développement de l'Amérique latine à l'avenir : l'innovation technologique, cruciale pour moderniser sa base industrielle et améliorer la productivité de la main-d'œuvre. La diversification des exportations liée à la montée en gamme des produits manufacturés est un facteur clé d'accélération de la croissance économique. Les enquêtes internationales du Forum économique mondial montrent que les capacités technologiques des entreprises privées d'Amérique latine sont en général à la traîne — par rapport à l'Asie orientale — sur le plan des dépenses de recherche-développement, de la capacité installée d'innovation et du nombre de brevets déposés.

Outre ces aspects à améliorer, les États latino-américains devraient tirer parti du nouveau forum Chine-CELAC pour diversifier les exportations de la région et développer leurs relations d'investissement direct avec la Chine. Le rééquilibrage de l'économie chinoise évoqué plus haut devrait favoriser l'expansion des exportations manufacturières de la région, compte tenu du renforcement attendu du renminbi et de la hausse des salaires et de la consommation internes. À terme, ces efforts devraient permettre à l'Amérique latine de profiter davantage de ses liens économiques et financiers avec la Chine, qui est devenue un de ses principaux partenaires internationaux.

La visite du Président Xi en Amérique latine en 2014 montre à l'évidence que cette évolution présente aussi un grand intérêt pour la Chine. ■

Anthony Elson enseigne aux universités Duke et Johns Hopkins et est l'auteur de Globalization and Development: Why East Asia Surged Ahead and Latin America Fell Behind.

Bibliographie :

Gallagher, Kevin, and Roberto Porzecanski, 2010, *Dragon in the Room: China and the Future of Latin American Industrialization* (Palo Alto, California: Stanford University Press).